

Nous, militantes et militants de la CFDT, ne confondons pas l'extrême droite avec celles et ceux qui peuvent être tentés par ce vote. Chacun peut, à un moment ou à un autre, céder à la défiance, aux préjugés, à la peur de l'avenir, à la crainte de l'étranger, à l'attrait des solutions qui paraissent frappées au coin du bon sens. Mais ce qui est tentation chez nos concitoyens, ou dérapage chez certains politiciens en mal d'audience et de conviction, constitue le fond de la pensée de l'extrême droite, le but de son action et le cœur de son dangereux projet. C'est pourquoi nous nous adressons à nos collègues de travail qui connaissent nos valeurs et reconnaissent notre action, et plus largement à nos concitoyens et concitoyennes, pour qu'ils n'acceptent pas le retour des heures sombres et qu'ils se mobilisent, comme nous, pour faire barrage à l'extrême droite à chaque fois que ce sera nécessaire.

URI BFC
7 rue de Colmar
21000 DIJON
03 80 70 21 70
uri@bfc.cfdt.fr

TRAINING ANTI EXTREME- DROITE

***Questions / réponses
pour contrer les idées
fausses.***

Pourquoi la CFDT se saisit-elle du sujet?

La démocratie est en danger, bien que l'extrême-droite prône le référendum d'initiative populaire, c'est de la poudre aux yeux, de la démagogie. Cette valeur, chère à la CFDT est plus que jamais menacée.

Si l'extrême-droite arrive au pouvoir, nous ne serons plus là, les syndicats disparaîtront.

L'extrême-droite représente un danger pour les travailleurs avec la mort annoncée des corps intermédiaires, un danger pour les femmes qu'elle assigne à des rôles bien prédéterminés, un danger pour les étrangers et pour les minorités, quelles qu'elles soient.

Toutes ces menaces pèsent sur les valeurs et les combats CFDT : la solidarité, l'égalité homme-femme, la démocratie... Autant d'éléments qui font se mobiliser la CFDT.

L'extrême-droite a changé de visages mais pas de ligne politique, même si les discours sont plus mesurés et presque audibles.

L'extrême-droite a changé la vitrine mais pas l'arrière-boutique. Exemple de l'Italie qui détricote la démocratie en sous-marin. Rien n'est visible pour l'instant, pas de révolution à la suite de l'accession de l'extrême-droite au pouvoir et pourtant le danger est bien là.

Place au dialogue et à l'écoute de l'autre

Il ne s'agit pas de faire la leçon de moral aux militants, aux adhérents, aux salarié.es et agent.es mais d'essayer de comprendre leur raisonnement et d'être en capacité de détricoter toutes les idées fausses propagées par l'extrême-droite. Il s'agit de convaincre de ne pas se tromper de colère.

Si tu te retrouves en difficultés dans certaines situations, n'hésite pas à contacter l'URI BFC et la référente discrimination pour t'aider.

« L'extrême-droite faible avec les forts, dure avec les plus faibles » (On ne débat pas avec l'extrême-droite : on la combat ! Re-pères CFDT Avril 2022)

« Les musulmans n'aiment pas la France, d'ailleurs tous les attentats qui ont eu lieu en France sont dûs à des musulmans de 2ème génération »

Il ne faut pas confondre islam et islamisme qui existe depuis les années 20 et est multiforme souvent manipulé par des pays étrangers, les musulmans influencés par l'islamisme sont minoritaires parmi les musulmans français.

Ils cherchent à se distinguer du reste de la population et à apparaître comme une

communauté à part, leurs combats portent autour des questions du halal et du voile. Les attentats ont pour but de diviser et de creuser un fossé entre les français, aujourd'hui ces réseaux sont surveillés les éléments repérés sont fichés S.

Et maintenant? Comment agir pour convaincre?

Les éléments de réponse et réflexions menées autour de ce sujet vont te permettre d'aller au contact plus facilement et surtout d'aborder le sujet avec les militants des conseils ou bureaux syndicaux.

Les responsables politiques de la CFDT, de tous les niveaux, doivent être en capacité d'évoquer le sujet dans leurs instances. Plus les militants seront armés pour faire face aux idées d'extrême-droite, plus ils seront à l'aise pour en parler et c'est tout à fait le but recherché par l'URI BFC.

Controns les idées fausses propagées par l'extrême droite...

« Il n'est plus possible de condamner la France à accueillir toute la misère du monde »

Il manque la deuxième partie de cette affirmation qui est « mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part ». La France n'est pas un pays ouvert à tous les vents, victime de sa générosité envers les étrangers et oubliant les Françaises et Français. Le pourcentage d'étrangers présents sur le sol français est stable et se situe entre 6 et 7% depuis les années 1930. D'après l'agence européenne de statistiques, la France a accueilli 229800 migrants en 2021 contre 456600 pour l'Espagne et 722200 pour l'Allemagne. La France est donc bien loin d'accueillir toute la misère du monde.

5,6 millions de syriens et syriennes ont dû fuir le régime de Bachar al-Assad entre 2011 et 2021, la France en a accueilli 30000 suite à une incitation de l'Europe. La misère du monde se déplace vers d'autres pays pauvres et la France n'en accueille qu'une partie infime.

En 2022, la guerre en Ukraine a montré que tout était question de volontarisme politique pour accueillir, loger et aider à l'insertion des réfugiés.

« Le mélange ethnique fait disparaître l'identité française »

Derrière « mélange ethnique » se cache une fausse idée de pureté. Rappelons les monstruositéés telles que le royaume d'Espagne expulsant les juifs et les musulmans au XVème siècle, Le IIIème Reich allemand et L'apartheid de l'Afrique du Sud.

La langue française a emprunté des termes à l'anglais, à l'arabe, à l'espagnol, à l'italien. La recherche scientifique est le fruit de la collaboration entre savants du monde entier. La France s'est construite et continue à se construire avec des apports provenant d'autres pays. C'est ce mélange qui fait sa vitalité. Il n'y a jamais eu autant de cuisine du monde entier en France sans que cela ne menace en quoi que ce soit notre gastronomie.

La thèse du grand remplacement qui fait croire qu'avec les vagues migratoires successives et un taux de fécondité présumé supérieur chez les immigrés, « les Françaises et Français de souche » seraient bientôt minoritaires et contraints de s'adapter à la culture dominante, en l'es-pèce la religion musulmane n'est basée sur aucun fondement. Même Marine Le Pen n'avait pas voulu se saisir de cette thèse nauséuse.

En apprenant à connaître l'autre dans sa diversité, nous donnons envie à l'autre de s'intéresser à nos différences et à la culture française que la plupart s'approprie volontiers.

plus rien de démocratique. Ce « modèle » est insidieux car il est en apparence démocratique

avec un certain pluralisme démocratique de façade cachant une forme de dictature.

« Le pays a besoin d'autorité et d'un chef pour régler ses problèmes »

L'extrême droite pense qu'il n'y a qu'une façon d'exercer l'autorité et cela passe par un chef auquel le peuple déléguerait le pouvoir une fois pour toute. Au mieux, l'exercice répétitif de référendums réduit leur intervention à dire oui ou non à une proposition du chef. L'autorité se transforme alors en autoritarisme avec pour conséquence l'appauvrissement de la démocratie et voire sa disparition.

En démocratie, sur le plan politique, le suffrage universel confère à l'élu une légitimité incontestable. Celui qui exerce ce

mandat peut le faire en se reposant sur un collectif d'individus. Il représente alors le « nous », n'a pas le pouvoir absolu et s'efforce de rendre compte de son mandat. Comme le coach d'une équipe, c'est à lui de veiller que chaque membre du collectif augmente sa propre capacité d'intervention dans son domaine. Cette méthode est aux antipodes du pouvoir absolu.

L'extrême-droite prône le recours permanent au référendum : une forme populiste de la démocratie et en même temps rappelle qu'en France la décision suprême appartient à une seule personne !

temps plein. Autant de moyens qui pourraient être dédiés à l'accueil, la formation, l'accompagnement... à la mise en place d'une réelle politique d'accueil, d'information et d'orientation à partir d'une réflexion menée autour des besoins économiques du pays.

Dans les conditions actuelles, il est très difficile pour les migrants de se projeter à long termes dans le pays avec des projets d'avenir.

Une expulsion forcée coûte six fois plus chère qu'un retour aidé. Cela s'explique par le coût élevé des ressources humaines nécessaires à cette procédure.

« Les nations ont besoin de dirigeants forts comme l'est Vladimir Poutine pour la Russie »

L'admiration de Marine Le Pen pour Vladimir Poutine n'est plus à prouver puisqu'elle est exprimée publiquement. Pour elle, c'est la figure même du chef, lui qui est prêt à interdire toute manifestation, à enfermer ses opposants et à stigmatiser une partie de sa population au nom de l'unité nationale.

Le terme « démocratie illibérale » désigne une nou-

velle forme de régime à l'apparence démocratique puisque les dirigeants

arrivent au pouvoir par la voie électorale. Mais sitôt aux manettes, ils bafouent les médias, oppriment les minorités, s'en prennent aux étrangers, aux étrangères, font profiter leurs « amis » de largesse et truquent les mécanismes institutionnels pour être réélus sans cesse dans un régime qui n'a donc

« La majorité des familles étrangères ne font pas des enfants que pour vivre des allocations »

Il faut rappeler que dans le cas des familles étrangères, seules celles en situation régulière peuvent bénéficier des allocations familiales, soit au titre de réfugié soit après avoir obtenu une carte de séjour « vie privée et vie familiale »

Les personnes demandeuses d'asile n'ont pas droit à ces allocations le temps de l'instruction de leur dossier qui peut prendre des mois voire des années.

Selon l'ex-présidente de la Cimade, il est courant qu'une fois le père régularisé pour le travail

, la CAF dise ne pas avoir connaissance des enfants, bloquant ainsi le versement des allocations, même si les écoles fournissent des justificatifs de scolarité régulière.

Il faut rappeler que le but de ces allocations est de permettre aux enfants d'accéder, dans les meilleures conditions possibles, à l'éducation et à la santé et qu'elles ne sont certainement pas suffisantes pour faire « vivre » une famille.

« Les étrangers qui ne font aucun effort pour avoir du travail bénéficient des impôts des français pour vivre sur leur dos »

Les travailleuses et travailleurs les moins qualifiés comptent parmi les plus touchés par la précarité et c'est le cas de la majorité des étrangers, dont plus du tiers est employé sous contrats temporaires.

C'est également le cas en Europe où la fréquence de la précarité chez les travailleurs étrangers est 5 fois supérieure à celle de l'ensemble de la population occupant un emploi.

Mais à qualification égale, les étrangers ne sont pas plus au chômage que les français.

On retrouve les travailleurs étrangers, le plus souvent, dans les métiers de la propreté, à l'hôpital, dans les arrière-salles de l'hôtellerie, dans les services à la personne...

et comme tout à chacun, ils veulent pouvoir vivre dignement de leur travail.

Chose impossible pour les demandeurs d'asile qui n'ont pas le droit de travailler et compliqué pour les autres au vu de la complexité de la loi en matière de régularisation au titre du travail.

Quant aux aides, qu'ils soient étrangers ou français, une large partie d'entre eux n'en font pas la demande. Souvent du fait de la complexité des démarches à entreprendre ou du simple manque d'information sur la manière de les obtenir. Cela s'appelle le non-recours, ce phénomène fait économiser une dizaine de milliards chaque année dont 3 à 5 milliards pour le RSA.

de nom du parti, les dissensions liées à la campagne d'Eric Zemmour, les divisions sont toujours présentes au sein du parti. Marine Le Pen tente de donner une image plus mesurée, tirée à quatre épingles pour attirer la sympathie.

« Il faut expulser tous les étrangers qui ne veulent pas s'intégrer »

Tout d'abord, la communauté majoritaire devrait faciliter l'arrivée et l'installation sur son territoire des personnes qui viennent de l'étranger. L'intégration est un processus à double sens. Comment avoir envie de s'intégrer si l'on sent d'emblée une réticence du pays d'accueil ?

L'expulsion, prônée par l'extrême-droite, est une tragédie humaine qui ne sert à rien et qui ne résout aucun problème et

Le programme du RN contient toujours des mesures xénophobes (la préférence nationale) et un discours selon lequel l'immigration est la cause de tous les maux des français.

qui pose une vraie fausse solution. Elle fait partie intégrante du programme de l'extrême droite qui veut ramener l'immigration en France de 200000 à 10000 personnes, soit l'expulsion de 190000 personnes, et on ne sait ni comment ni avec quel argent !!!

Depuis l'instauration de la reconduite aux frontières instituée par la loi en 2023, ce sont 15000 fonctionnaires mobilisés à

principe de la « priorité nationale ». Les valeurs du syndicalisme reposant sur l'égalité, ne peuvent être compatibles avec des dispositions visant à accorder la primauté de certains citoyens sur d'autres.

Personne ne vous demande votre carte quand vous adhérez à un syndicat et tous ont conscience que certains de leurs

adhérents votent pour l'extrême droite, ce sont les prises de position publiques qui sont condamnées.

Rappelons que partout où l'extrême droite gagne dans le monde, elle réprime le droit de grève, les conquits sociaux comme le SMIC et les congés payés et l'extrême-droite française ne fait pas exception. Si elle l'emporte un jour, elle s'attaquera automatiquement aux syndicats.

« Avec Marine Le Pen, le RN a changé »

Le parti de Marine Le Pen fait tout pour se donner un aspect fréquentable. Les différentes alliances qu'il conclue montrent bien que ce n'est pas le cas (nostalgiques du III^{ème} Reich de l'AFD en Allemagne, du FPÖ en Autriche, les séparatistes racistes en Italie...)

Ce n'est pas le fond xénophobe ni l'idéologie du RN qui ont changé mais les thèmes de campagne qui se sont banalisés. C'est parce que nous sommes habitués aux partis racistes que leurs idées choquent moins.

Malgré l'éviction de Jean-Marie Le Pen, le changement

« Un grand nombre de musulmans ne veulent pas faire comme tout le monde. Ils veulent imposer leur religion partout : dans les commerces, les cantines, dans leurs quartiers, dans la rue »

Les trois millions de français.es de confession musulmane n'ont pas à s'intégrer : ils et sont français.es et la plupart vivent leur religion en harmonie avec les lois de la République. Il ne faut pas créer des règles spécifiques à chacun mais trouver des règles communes qui permettront à toutes et tous d'avoir un choix conforme à ses convictions.

Par exemple, pour les cantines scolaires : il ne faut pas proposer uniquement des aliments conformes aux règles de l'Islam et donc ne pas interdire le porc ou tout autre produit non halal dans les menus mais il ne faut pas proposer uniquement des aliments non conformes avec les recommandations du Coran.

On ne compte plus les unes sur la burqa, le voile, les vérités qui dérangent et notre supposée cécité face à « l'islamisation » de la France. Cnews se fait le relais de ce genre d'informations avec quelques fois des dérapages du fait du direct et donne lieu à des amalgames entre Islam et islamisme.

Les médias jouent un rôle dans le climat délétère que vivent nos compatriotes musulmans. Les idées fausses sur l'insécurité en sont un exemple. Elle régnerait davantage dans les banlieues alors qu'elle ne pèse que pour 2% du total de la criminalité du pays.

Parlons du voile. Selon une enquête Ifop, seules 7% des jeunes femmes musulmanes portent régulièrement le voile et 8% occasionnellement contre 85% qui ne le portent jamais.

« On devrait systématiquement faire jouer la préférence nationale en matière d'embauche, de logement et d'aides sociales »

Derrière cette connotation positive de « préférence » se cache un principe discriminatoire et anticonstitutionnel. Cette démarche raciste n'a qu'un seul but : retirer leurs droits économiques aux étrangères, empêchant toute intégration et ne leur faisant seulement penser que leur seul choix est de retourner dans leur pays d'origine.

La garantie de ces droits à toutes et tous n'est pas effective et il faut se demander pourquoi.

On note une progression des françaises et français qui n'ont pas recours aux aides auxquelles ils et elles peuvent prétendre mais la raison la plus probable est le durcissement de leur accès qui décourage nombre de bénéficiaires. Les fausses idées consistant à dire que c'est la faute des étrangers mènent au repli sur soi, à la peur de l'autre. Ce n'est en aucun cas la préférence nationale qui permettrait le vivre ensemble, indispensable au bon équilibre d'une société.

Zemmour expliquait que l'arrivée massive des femmes et des immigrés sur le marché dépossédait les hommes blancs et

français de leurs emplois bien rémunérés, ce qui, exerçant une pression à la baisse sur les salaires, entraînait la paupérisation du pays.

« Les syndicats français sont sectaires. La preuve : ils excluent ceux de leurs membres qui appartiennent au Rassemblement National »

L'égalité et la solidarité envers tous les travailleurs sont les conditions même d'existence du syndicalisme tout comme prôner l'union et défendre les droits de toutes et tous. Cela constitue l'exact opposé de ce que défend l'extrême droite qui échoue depuis des dizaines d'années à entrer dans les centrales syndicales. Ce qui prouve qu'elle est incapable structurellement et idéologiquement de s'inscrire dans des combats sociaux. Le RN en est réduit à accuser le syndicalisme d'être sectaire.

L'extrême-droite, en voulant détourner le vote des salariés joue à un jeu dangereux qui sème la division et retourne la colère des salariés contre les plus fragiles et les étrangers au profit de ceux qui détiennent le pouvoir.

Les statuts des confédérations syndicales excluent toute différence ou toute discrimination entre leurs adhérents alors que l'extrême-droite, elle fonde son « programme social » sur le

« Les femmes et les hommes ont par nature des rôles différents dans la société. Si l'on gomme ces vérités, les enfants n'auront plus de repères »

Il est nécessaire de sortir du cliché qu'une famille c'est un papa et une maman. Non, les couples hétérosexuels ne sont pas les seuls à pouvoir assumer et éduquer des enfants. Pour les plus conservateurs, cela va même plus loin avec des rôles prédéterminés assignés aux femmes et aux hommes : la maman devant veiller à l'éducation des enfants pendant que le père travaille.

Les droits acquis par les femmes ces dernières décennies ne sont pas définitifs, il faut être prudent.e, les risques de régression sont toujours présents. Une des conséquences d'une éducation genrée est le fait que les femmes se tournent très peu vers des carrières

scientifiques et par la suite s'engagent moins dans des carrières rémunératrices. Le fait que les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes explique aussi, en plus d'une vision genrée de la société, que ce soient les femmes qui interrompent leur carrière ou prennent des temps partiels pour élever leurs enfants.

A l'issue du premier quinquennat d'Emmanuel Macron qui prônait une égalité entre les hommes et les femmes, les écarts de salaire n'ont pas diminué : toujours 24% d'écart dans le privé et 4% à diplômes équivalents.

« Il y a trop de main d'œuvre disponible et pas assez d'emplois pour tout le monde, c'est pour cela qu'il faut donner la priorité aux Français »

Ce n'est sûrement pas à cause d'une main d'œuvre préten due trop importante que de nombreux emplois dans certains secteurs ne sont pas pourvus. Il faut plutôt mettre en cause la formation pas assez développée, la pénibilité non reconnue et les rémunérations peu attractives. Faire peser la responsabilité sur les étrangers.ères dédouane l'état et les employeurs de s'atteler aux véritables problèmes.

Revaloriser les salaires et améliorer les conditions de travail dans le secteur du bâtiment ou de l'aide à la personne par exemple permettrait à certains de s'engager dans ces métiers. Promouvoir la formation, la promotion professionnelle, prêter

une attention aux deuxièmes parties de carrière, autant de revendications que porte la CFDT en faveur des travailleurs.

L'absence de réflexion et surtout d'action politique sur ces sujets découragent les français à travailler dans ces secteurs et les immigrés s'installent où le travail est possible et le plus souvent dans de très mauvaises conditions et des salaires minables.

On se satisfait d'un taux de chômage en baisse mais ne nous y trompons pas, ce sont de plus en plus de postes qui sont non pourvus.

« Les étrangers sont beaucoup plus délinquants que les français »

« Les français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est un fait ». Voici la phrase préférée par Eric Zemmour. Double faute car il insinue que tous les noirs et les arabes sont des délinquants et que les arabes et les noirs sont issus de l'immigration. Ce qui lui permet d'avancer que l'immigration amène la délinquance.

Une lame de fond populiste submerge la France. Elle ne repose cependant sur rien. En France, 1 personne détenue sur 5 est étrangère mais leur surreprésentation repose essentiellement sur l'importance du contentieux de l'immigration qui conduit en prison des personnes qui n'ont commis que des

infractions administratives et non des délits. Il s'agit plus particulièrement de lacunes dans le renouvellement de leur titre de séjour car, rappelons-le, 90% des étrangers entrant sur le territoire français l'ont fait de façon tout à fait légale. Aucun rapport donc avec leur prétendue dangerosité pour le pays.

Outre ces motifs, le nombre important de détenus étrangers peut s'expliquer par le fait qu'ils sont plus susceptibles de tomber sous le coup de réseaux illégaux comme le trafic de drogue du fait que ces personnes soient marginalisées, discriminées, stigmatisés et sans emploi.

Ce n'est pas le fait qu'ils soient étrangers qui les mène à ces réseaux mais les conditions de vie auxquelles ils sont assignés.

La deuxième explication pourrait être que les étrangers sont très souvent jugés en comparution immédiate, sans avoir le temps de préparer leur défense et doivent très souvent avoir recours à un interprète, ce qui complexifie la procédure.

Ce mode de jugement conduit souvent à des incarcérations injustes.

Des études prouvent qu'il n'y a aucun lien, en France ou dans d'autres pays du monde entre vagues migratoire et hausse de la criminalité.

« L'union européenne est un boulet aux pieds de la France »

Continuer à penser que faire partie de l'Europe est une chance est difficile au vu de la situation économique dans laquelle on se trouve aujourd'hui. Le RN l'a bien compris et surfe sur la vague, laissant penser qu'elle est le seul parti à faire la critique de l'Europe. En exploitant le scepticisme d'un nombre important de Français, l'extrême droite a réalisé une

nouvelle percée aux élections européennes en passant de 52 à 128 députés.

Faire partie de l'Europe permet une entente entre les pays membres et empêchent les conflits d'éclater. La charte des droits fondamentaux adoptée en 2007 permet aux pays membres de se référer à des normes communes.